

Explor'ama : permettre la complémentarité entre les métiers d'AESH, d'animateur.rice de la pause méridienne et d'animateur.rice accueil collectif de mineurs

Livret d'accompagnement à destination des structures employeuses

Décembre 2024

CRAJEP

Contexte et origine du projet

Le CRAJEP a mené tout au long de l'année 2024, une démarche visant à **renforcer l'attractivité des métiers de l'animation en région Centre-Val de Loire**.

Cette démarche s'est inscrite dans le cadre des **fonds PIC** (Plan d'Investissement dans les Compétences) avec l'appui du cabinet Thomas Legrand Consultants.

Au premier semestre 2024, des ateliers de co-conception territoriaux réunissant les professionnels et les partenaires ont été réalisés afin d'**identifier des actions** à mettre en œuvre.

Parmi les projets retenus, en partant du constant d'enjeux partagés et de complémentarités fortes entre les métiers d'AESH, d'animateur.rice de pause méridienne et d'animateur.rice d'accueil collectif de mineurs, la réalisation d'un **livret d'accompagnement visant la promotion des passerelles et des complémentarités** entre ces 3 métiers a été validée.

Le présent document synthétise le travail mené au cours du second semestre 2024 par le groupe projet composé :

- des membres du CRAJEP Centre-Val de Loire,
- de professionnels.les de la direction éducation de la Ville de Tours,
- de l'association socioculturelle Courteline,
- de l'Education Nationale du département d'Indre et Loire et
- du cabinet Thomas Legrand Consultants.

Présentation des métiers cibles

Le groupe de travail s'est centré sur l'analyse de trois métiers cibles avec les caractéristiques principales suivantes :

AESH (Accompagnant d'Élèves en Situation de Handicap)

Les missions des AESH sont strictement définies par la circulaire n° 2017-084 du 3 mai 2017. ROME K1303*

Les principales missions incluent :

- Accompagnement dans les actes de la vie quotidienne : cela peut être l'aide à l'habillage, la prise des repas, l'aide à la toilette, etc.
- Accompagnement dans l'accès aux apprentissages : soutenir l'élève dans les activités pédagogiques.
- Accompagnement dans les activités sociales et relationnelles : faciliter la participation de l'élève aux activités sociales, sportives ou de groupe.

Les AESH peuvent aussi participer aux réunions d'équipe pédagogique et de suivi de la scolarisation (ESS). Ils/elles sont également impliqués dans la préparation des projets personnalisés de scolarisation (PPS).

Ils/elles interviennent durant le temps scolaire.

Animateur.rice de pause méridienne

Les missions (code ROME K2104) : accueille, encadre et anime un groupe d'enfants pendant la pause méridienne en leur assurant la sécurité physique, morale et affective. Il/elle conçoit, propose et met en œuvre des activités d'animation et de loisirs adaptées aux publics accueillis. Ils/elles interviennent durant le temps scolaire au moment de la pause méridienne.

Animateur.rice d'accueil collectif de mineurs

Les missions (code ROME G1203) : prépare, met en place l'animation d'activités culturelles ou ludiques pour des publics d'enfants. Ils/elles interviennent durant les temps périscolaires et extrascolaires.

* Les 3 liens vers les fiches ROME figurent en annexe.

Les 5 objectifs du livret

Le présent livret à destination des structures employeuses a pour objectif de fournir des éléments qui permettent de faciliter les passerelles entre les métiers d'AESH, d'animateur.rice périscolaire et d'animateur.rice d'ACM (*accueil collectif de mineurs*), afin de :

1. **Caractériser** le contexte et les enjeux communs aux métiers concernés
2. **Préciser** les caractéristiques principales des différents métiers concernés
3. **Identifier** les passerelles possibles entre les métiers
4. **Etudier** les modes de coopérations mobilisables par les structures employeuses
5. **Fournir** un premier niveau de « boîte à outils » concrète et directement mobilisable par les structures intéressées.

Contexte quantitatif : des besoins importants pour des emplois non délocalisables

Des besoins croissants d'accompagnement des enfants sur le territoire

Plus d'enfants en situation de handicap sur le territoire chaque année

Département	Nombre d'enfants	Nombre de familles	Département	Nombre d'enfants	Nombre de familles
Loiret	2154	2031	Loiret	3183	2975
Loir-et-Cher	1608	1514	Eure-et-Loir	3038	2781
Indre-et-Loire	1814	1725	Indre-et-Loire	2674	2529
Indre	974	898	Loir-et-Cher	2438	2259
Eure-et-Loir	1946	1831	Cher	1636	1504
Cher	1119	1049	Indre	1258	1147
Centre-Val de Loire	9615	9048	Centre-Val de Loire	14227	13195

En 5 ans, l'augmentation est de **4612** enfants en situation de handicap pour la région Centre-Val de Loire.
Mme l'inspectrice de l'Education Nationale – *région académique Centre-Val de Loire* constate **une augmentation de 10% chaque année des demandes d'accompagnement** engendrant des besoins grandissant en matière d'AESH.

Source : Handidonnées Centre-Val de Loire - Les personnes titulaires d'une allocation au titre de leur handicap - Les enfants et adolescents recevant l'AEEH – Comparaison 2017 (tableau 1) – 2022 (tableau 2).

Des effectifs importants pour des emplois non délocalisables

Les métiers d'AESH et d'animateurs.rices représentent plus de **5 435 emplois** en région Centre-Val de Loire.
Le métier d'animateur.rice est le **8^{ème} métier** le plus recherché pour la Région, selon le BMO (données 2024)

Nous comptons en Centre Val de Loire :

- 2545 animateurs.rices à l'échelle de la Région pour les - de 6 ans, source injep (données 2021-2022) .
- 2890 animateurs.rices à l'échelle de la Région pour les 6 -13 ans, source injep (données 2021-2022) .
- A la rentrée 2021 dans l'académie on comptait : **3 400 accompagnants** d'élèves en situation de handicap (AESH). Depuis 2017, cela représente une augmentation de **139% des accompagnements** (source : site de la région académique Centre-Val Loire).

Contexte qualitatif - le défi de l'attractivité et de la fidélisation : le temps de travail et donc la rémunération

Le temps de travail : une continuité pédagogique et un emploi de meilleure qualité

Les assises de l'animation, lancées en novembre 2021 par la Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, chargée de la Jeunesse et de l'Engagement, identifient pour l'axe « améliorer la qualité des emplois et ouvrir l'animation à d'autres professionnels » une mesure intitulée « un accès facilité des Atsem et AESH aux métiers de l'animation. » (Mesure 9) *

En effet, les métiers d'AESH et d'animateurs.rices **manquent d'attractivité et de fidélisation**, principalement en lien avec des temps de travail partiel ; subi et morcelé, qui engendrent une faible rémunération au *prorata temporis*.

Par conséquent, la demande de la part des animateurs.rices est grande pour obtenir des compléments d'heures.

En réponse à cette problématique et afin de favoriser **la continuité de l'accompagnement** des élèves et **leur accès au service de restauration scolaire**, une loi en date du 27 mai 2024, promulgue que **l'Etat a la charge de l'accompagnement des élèves en situation de handicap** durant le temps de pause méridienne dans les écoles et établissements scolaires publics et privés sous contrat.

De plus, des **personnes occupent déjà les 2 ou 3 postes** en même temps, permettant ainsi une continuité dans l'accompagnement pédagogique de l'enfant tant dans la journée que dans la durée tout en leur offrant un emploi à temps plein.

Nous avons interrogé deux personnes dans ce cas de figure qui témoignent de l'expérience (slides 18 à 21)

*<https://www.jeunes.gouv.fr/pour-un-renouveau-de-l-animation-en-accueils-collectifs-de-mineurs-388>

Enjeu : un socle commun qui permet de penser les complémentarités

Un socle de compétences commun

Les métiers d'AESH et d'animateur.rice s'appuient sur un socle de compétences communes.

Des complémentarités possibles entre les métiers

Les métiers d'AESH et d'animateur.rice peuvent se déployer sur des territoires communs avec des temps de travail possiblement complémentaires :

- En période scolaire et sur le temps scolaire pour les AESH
- En période scolaire et périscolaire pour les animateurs.rices de la pause méridienne et d'ACM
- Principalement en période extrascolaire pour les animateurs.rices d'ACM

Un enjeu de coopération et de mise en visibilité entre structures employeuses pour renforcer l'attractivité des métiers

Les métiers d'AESH et d'animateurs.rices peuvent relever de structures employeuses distinctes, parfois publiques et privées (secteur associatif notamment) complexifiant la coopération entre les employeurs.

Le métier d'AESH

1. AESH (Accompagnant des Élèves en Situation de Handicap)

- **Objectif principal** : Faciliter l'inclusion scolaire des élèves en situation de handicap, en les aidant à surmonter leurs difficultés pour qu'ils puissent suivre le même programme que leurs camarades.
- **Missions principales** :
 - Aider les élèves en classe en adaptant les consignes, en favorisant leur autonomie et en les soutenant dans les activités d'apprentissage.
 - Assurer un suivi personnalisé en collaboration avec les enseignants et les parents.
 - Parfois, gérer des aspects de la vie scolaire (déplacements, aide à la toilette, etc.).
- **Environnement de travail** : Principalement en milieu scolaire, au sein des établissements du premier et du second degré.
- **Compétences requises** :
 - Sens de l'écoute, patience et empathie.
 - Connaissance des troubles du développement et des adaptations pédagogiques.
 - Capacité à travailler en collaboration avec les enseignants et autres personnels éducatifs.

Formation : Un diplôme de niveau 4 (baccalauréat) est souvent requis, et des formations spécifiques (comme le DEAES) sont recommandées.

Le cadre réglementaire du recrutement, de la gestion, de la rémunération et de l'évaluation des AESH est fixé essentiellement par les textes suivants : le décret n°86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'État, le décret du 27 juin 2014 relatif aux conditions de recrutement et d'emploi des accompagnants des élèves en situation de handicap, la circulaire n°2019-090 du 5 juin 2019 relative au cadre de gestion des personnels exerçant des missions d'accompagnement d'élèves en situation de handicap

Le métier d'animateur.ice de la pause méridienne

2. Surveillant.e de la pause méridienne

- **Objectif principal** : Encadrer les enfants pendant la pause méridienne pour garantir leur sécurité et leur bien-être, notamment pendant les repas et les moments de jeu.
- **Missions principales** :
 - Surveiller les enfants lors des repas et pendant les récréations.
 - Veiller au respect des règles de sécurité et des règles de vie commune.
 - En cas de besoin, intervenir en cas de conflits ou de situations particulières (accidents, comportements perturbateurs).
- **Environnement de travail** : En milieu scolaire, généralement dans les écoles primaires, les collèges et les lycées.
- **Compétences requises** :
 - Patience, vigilance et fermeté.
 - Aptitude à gérer des situations de conflit ou de stress.
 - Sens de l'autorité bienveillante et capacité d'écoute.
- **Formation** : Aucune formation spécifique n'est exigée, bien que l'expérience avec les enfants et une sensibilisation aux besoins de sécurité soient souhaitables.

3. Animateur.rice ACM

- **Objectif principal** : Favoriser le développement personnel, la créativité et l'épanouissement des enfants ou jeunes par des activités récréatives, culturelles ou sportives.
- **Missions principales** :
 - Concevoir et animer des activités ludiques, éducatives et sportives.
 - Favoriser la socialisation et la coopération entre les participants.
 - Assurer la sécurité physique et morale des enfants durant les activités.
- **Environnement de travail** : Centres de loisirs, maisons de quartier, espaces culturels, ou encore en périscolaire.
- **Compétences requises** :
 - Créativité et capacité à innover dans l'animation d'activités.
 - Bonnes aptitudes relationnelles et pédagogiques.
 - Connaissances en psychologie de l'enfant et en gestion de groupe.
- **Formation** : Le BAFA (Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur) est souvent requis, et des diplômes plus avancés (BPJEPS) permettent de se spécialiser.

L'objet et le cadre juridique de la formalisation d'une convention de coopération entre les différentes structures employeuses

Objet de la coopération

La coopération peut avoir pour objet **le recrutement et/ou la gestion coordonnée des besoins en matière d'accompagnement.**

Une structure peut le cas échéant être porteuse du recrutement et de la gestion des ressources humaines. Ainsi, il y aurait un seul entretien de recrutement, un référent unique pour les conditions de travail, une harmonisation du temps de travail et de la formation.

La convention permet **de formaliser les modalités de partenariat entre les parties** pour la mutualisation des ressources humaines sur les postes d'Accompagnant d'Élève en Situation de Handicap (AESH), de surveillant(e) de la pause méridienne et/ou d'animateur(rice) d'accueil de loisirs et

- Répondre aux besoins spécifiques des enfants et des élèves,
- Améliorer la continuité éducative et pédagogique sur les temps scolaires, périscolaires et extrascolaires,

Un cadre juridique à respecter

La mutualisation des emplois s'inscrit dans le respect des dispositions légales et réglementaires applicables, notamment :

- **Code de l'Éducation,**
- **Code du Travail,**
- **Code général de la Fonction publique territoriale**
- **Code de l'action sociale et de la famille**
- Réglementations spécifiques aux missions AESH et aux surveillants.

Une proposition de trame de convention de partenariat est proposée en annexe du présent livret

Les obstacles à la mutualisation : des AESH qui peuvent changer d'affectation en cours d'année scolaire selon le périmètre du PIAL

Des AESH qui sont mobiles

- Les AESH **peuvent changer d'affectation et donc de suivi d'élève en situation de handicaps en cours d'année dans le périmètre géographique** du PIAL (*Pôle Inclusif Localisé*) ce qui pourrait être un frein à la mutualisation de leur emploi du temps avec les structures externes à l'Education Nationale.
- Audrey, AESH, explique :
- « *Avant, on suivait un même élève handicapé sur toute sa scolarité. Moi par exemple je suis restée avec le même enfant du CM1 à la terminale. C'était l'idéal pour les faire évoluer et on développait de vraies connaissances autour du handicap de notre élève. Désormais, la règle c'est de nous imposer quelques heures par-ci, quelques heures par-là, avec plusieurs élèves et dans différents établissements.* »*

La rupture dans la continuité du suivi

- Cette situation de mobilité a pour conséquence **une rupture dans la continuité du suivi de l'enfant** en situation de handicap et **des parents qui se retrouvent avec seulement quelques heures** de scolarisation par semaine pour leur enfant.
- Ce qui va à **l'encontre d'une école inclusive** fondée sur le droit de tous et toutes à une éducation de qualité qui réponde aux besoins d'apprentissage essentiels et enrichisse l'existence des apprenants. Axée en particulier sur les groupes vulnérables et défavorisés, elle s'efforce de développer pleinement le potentiel de chaque individu.

* https://actu.fr/societe/aesh-cantinieres-atsem-ces-metiers-de-lombre-qui-prennent-soin-de-nos-enfants_60040035.html

Le présent document concerne un enjeu de renforcement de l'attractivité des métiers identifiés, les points suivants permettent de la mettre effectivement en œuvre :

1. **Formaliser** la démarche de coopération avec les structures employeuses
2. **Inform**er les salariés des possibilités offertes par la démarche de coopération
3. **Communiquer** lors du recrutement et auprès des équipes sur la démarche de coopération en valorisant la plus-value (temps de travail, développement des compétences, autre ?)
4. **Expérimenter** des coopérations entre employeurs et mesurer l'impact sur l'attractivité.